



LES CONFIDENCES D'UN PRÉSIDENT DANS LA TOURMENTE

Hollande off

Face à une opinion qui décroche, le chef de l'Etat est aujourd'hui dos au mur. Est-il à la hauteur ? Est-il bien entouré ? Saura-t-il mobiliser le pays et vers quel cap ? A une semaine d'une conférence de presse clé, le président livre aux uns et aux autres sa part de vérité



Décidément, le pouvoir ne le change pas. On lui parle de l'inquiétude de la gauche, de l'angoisse des sympathisants, du climat navré qui entoure les difficultés du gouvernement. Avec l'œil qui frise et le demi-sourire qu'on lui connaît, il répond : « *Ils s'inquiètent ? Ils ont raison !* » Et d'ajouter aussitôt, pour atténuer le contre-pied : « *C'est bien de s'inquiéter, ça donne de l'énergie.* » Et puis, soudain sérieux : « *Les gens se demandent où je vais, où je les mène. C'est légitime. Ils pensent*

“Le cap est clair : je veux rendre sa souveraineté au pays et réunir les Français.”

que nous découvrons une réalité à laquelle nous réagissons au coup par coup. Je dois rappeler le cap. »

A l'Élysée, dans ce bureau silencieux qui donne sur un parc tranquille comme un jardin de province, François Hollande accueille ses visiteurs comme il le fait toujours, chaleureux, serein, ironique. Les critiques, les invectives, les réquisitoires de l'opposition, la cruauté des humoristes qui le dépeignent en benêt effaré ? « *C'est la vie politique, je m'y suis fait depuis longtemps. Si on n'a pas de carapace, il*

faut changer de métier. Rien là-dedans ne m'impressionne. Ils s'useront avant moi. » Mais tout de même, les sondages en berne, les doutes des camarades, l'étonnante dureté des adversaires après seulement quelques mois de pouvoir ? « *Je dis à mes amis : "Soyez impénétrables, montrez que rien ne vous atteint."* »

Ajouterait-il, comme Foch en 1914 : « *Pressé fortement sur ma droite, mon centre cède, impossible de me mouvoir : situation excellente, j'attaque ?* » Ce qui est sûr, c'est qu'après tant de ●●●

●●● maladresses et de couacs, après six mois de dégringolade humiliante dans l'opinion, les socialistes cherchent un « miracle de la Marne ». De gaffe en bourde, d'hésitation en atterroissement, ils ont trop reculé. L'heure est donc à la contre-attaque, qui devrait, dans l'esprit du président, ouvrir une nouvelle séquence politique. « *Le capest clair*, dit le président, *je veux rendre sa souveraineté au pays et réunir les Français.* » Aussi étrange que cela puisse paraître aux opposants, Hollande a donc un plan, un plan de rétablissement, un plan de reconquête, qu'il dévoilera lors de sa conférence de presse du 15 novembre. Mais dont on peut déjà, au fil de propos informels, déceler les grandes lignes.

Il analyse d'abord le « Hollande-bashing » qui occupe sans relâche la scène publique. « *On n'a pas assez vu que la droite ne s'est jamais démobiliisée. Sarkozy l'a même électrisée entre les deux tours en orientant sa campagne sur la défense de l'identité française et sur la dénonciation de l'assistanat. Nous ne sommes plus en 1981, quand elle était divisée, ou en 1997, quand la dissolution l'avait démoralisée. La droite pense que j'ai gagné par hasard, par effraction, comme dit Baroin. La droite pense toujours que la gauche est illégitime, qu'elle ne sait pas faire. Pourtant nous avons fait beaucoup, contrairement à ce que je lis partout. Et surtout, nous avons fait des choses difficiles.* »

L'agressivité de la droite est un phénomène international. L'individualisme, le manque de solidarité, le repli catégoriel sont la plaie de toutes les démocraties. Les favorisés ne veulent plus payer pour les autres. « *Mon rôle, c'est de justifier la solidarité par un sentiment commun, par une grande tâche que nous accomplissons ensemble. C'est le rôle du président : montrer que, au-delà des différences, des inégalités de condition, il y a une unité profonde des Français. Je veux montrer qu'il y a malgré tout un lien entre celui qui habite une cité difficile et celui qui vit de plain-pied dans la mondialisation, qu'ils sont tous citoyens, à part entière.* »

Et puis il y a l'argent. « *La violence des réactions de certains milieux tient au fait que nous avons touché à la richesse. C'est très différent de ce qui se passait en 1981. A l'époque, l'argent*

n'était pas tout à fait légitime. » Le libéralisme a changé tout cela, estime-t-il. Les riches n'ont plus mauvaise conscience. Donc toute mesure fiscale est vécue comme une agression, un scandale, une action illégitime. La réforme des impôts va à contre-courant de l'idéologie de la mondialisation, elle touche une classe dirigeante qui se croyait invulnérable, qui pensait les socialistes inoffensifs. C'est ce qui explique la violence des réactions.

Et les erreurs de la gauche? Hollande ne goûte guère l'autocritique. « *Il y a les impératifs du quinquennat, qui exigent une forte présence du président. Il y a l'héritage de Sarkozy, qui lançait pratiquement un thème par jour, quitte à ne rien faire ensuite. Et, surtout, Sarkozy qui se vengeait quand on lui manquait. Cela ne marchait pas toujours. Mais il faisait peur.* » L'ancien président pouvait sanctionner un patron de presse, demander la tête d'un journaliste. Toutes choses que la gauche s'interdit. Alors il n'y a aucun risque, tout est permis, il n'y a aucun respect. Pour un peu, on sent qu'il aimerait faire un peu plus peur, ne pas donner le sentiment de tendre l'autre

“Il y a l'héritage de Sarkozy, qui lançait pratiquement un thème par jour, quitte à ne rien faire ensuite. Et, surtout, Sarkozy qui se vengeait quand on lui manquait.”

Lors de la passation de pouvoirs,
le 15 mai



joue. Mais aussitôt il change de terrain. Impavide... « *Il y a aussi le jeu médiatique.* » Il y est habitué mais il le juge fou. « *Les mesures du budget ou celles du rapport Gallois ont été disséquées, évaluées, critiquées avant même qu'on les connaisse. Dans certains cas avant même qu'elles soient écrites!* »

Puis il passe à autre chose. On sent celui qui est habitué à être sous-estimé. C'est ainsi depuis le début. Toujours ses adversaires ont daubé sur ce leader trop consensuel. Toujours on l'a cru faible alors qu'il était surtout opiniâtre et, au fond, sûr de lui. A la fin, il a gagné: c'est lui qui est dans ce bureau et non ceux qui l'ont pris de haut. Il croit en son étoile, qui le mènera à bon port, quand on rendra justice à sa politique. Impavide...

Depuis l'élection, « l'Obs » s'est prononcé, avec d'autres, pour une action rapide, immédiate, une sorte de « New Deal » à la française, qui bouscule les préjugés de droite et de gauche, qui prenne de court les corporatismes. Dans ces conditions, la gauche aurait donné le tempo, maîtrisé le calendrier, mis l'opposition sur la défensive et, surtout, répondu à l'urgence de la crise. Hollande en tient pour sa méthode. Pour lui, il fallait procéder par étapes. Les premières mesures d'urgence en juillet, le budget préparé pendant l'été, puis l'ouverture des discussions sur la compétitivité et sur le marché du travail. Impossible d'aller plus vite que la musique. Pour effectuer d'emblée le « choc de compétitivité » réclamé ici et là, qui se serait ajouté à l'accroissement des impôts prévu dans le budget alors que la récession menace, il eût fallu annoncer d'un coup, non pas 30 milliards d'efforts nouveaux, mais 60. La société française se serait cabrée, le gouvernement risquait un refus pur et simple, une dissidence fiscale. Les étapes sont nécessaires. Quant au Medef, préférerait-il être exclu de la discussion par un processus parlementaire que domine la majorité de gauche ou bien avoir voix au chapitre dans une négociation tripartite, même si elle prend plus de temps?

L'opposition fustige l'inaction gouvernementale, la gauche s'impatiente, l'opinion se détourne. Le Premier ministre, au-delà des couacs dont il semble s'être fait une spécialité, devient la tête de Turc des procureurs



Le président et la chancelière allemande, le 23 août à Berlin

et la cible des satiristes. « Jean-Marc Ayrault est un homme courageux, qui n'a pas d'ambition pour lui-même, qui a un excellent jugement. S'interroger sur son départ n'a aucun sens. Il ne faut pas s'y tromper, ce n'est pas tant lui qu'on vise, c'est moi. On veut miner mon autorité. Mais nous agissons, nous suivons notre plan, nous déterminons le rythme de l'action. Et je suis là pour cinq ans. Je ne suis pas le président d'un instant. Je suis le président d'un quinquennat. » En un mot: il faudra qu'ils s'habituent...

Alors ce plan? « Mon premier objectif, c'est de rétablir la souveraineté française. Elle passe par le désendettement. La dette nous met dans la dépendance des marchés. On le voit bien aujourd'hui: si la France abandonne l'objectif des 3% de déficit, elle est immédiatement sanctionnée. Elle risque le sort de l'Espagne ou de l'Italie, qui doivent obéir à des injonctions extérieures. Je dois tenir cet engagement qui est celui de la France. » Il n'en sous-estime pas le coût politique. « Il eût été plus simple, pour un gouvernement de gauche, d'abandonner le sérieux budgétaire, de remettre à plus tard la réduction des déficits et d'éviter les hausses d'impôts. Je m'y suis refusé. L'impopularité vient d'abord de là. »

En somme, la gauche a inversé le scénario habituel. En général, elle mange d'abord son pain blanc puis déclare la rigueur. Cette fois, elle commence par le pain rassis. Mais si la France tient parole, raisonne-t-il, elle sera écoutée. Il s'agit de jouer avec l'Allemagne et face à l'Allemagne. Beau-

«La dette nous met dans la dépendance des marchés. On le voit bien aujourd'hui: si la France abandonne l'objectif des 3% de déficit, elle est immédiatement sanctionnée.»

coup de pays attendent de la France qu'elle fasse évoluer l'Union. « J'ai changé l'atmosphère en Europe, dit-il. L'objectif de croissance est maintenant pris en compte. »

Et le « matraquage fiscal » dont parlent la droite et le patronat? « Je sais que certains dirigeants envisagent de quitter le pays, parce qu'ils ont réalisé leur fortune ou parce qu'ils veulent transmettre leur bien à leurs enfants en évitant certains droits. Mais les vrais entrepreneurs, ceux qui sont dans l'action, restent en France. Je leur dis merci. Ce sont des patriotes. Je sais que nous leur demandons un effort. Ils l'acceptent: ils ont mérité de la République, je n'hésite pas à le dire. » Et de se faire rassurant: les socialistes ont réalisé leur programme fiscal, il n'y a pas nécessité d'aller plus loin. La France aura désormais la stabilité fiscale. Quant aux 75%, ils sont prévus pour deux ans. Pas plus.

Et l'inaction dont on taxe la gauche? « J'ai choisi une méthode, je m'y tiens. Je considère que la négociation nous fait gagner du temps. Elle peut impatienter, déconcerter, parce qu'elle est nouvelle en France. Mais c'est la seule qui soit efficace. » Et de rappeler que les réformes Schröder, en Allemagne, se sont étalées sur plusieurs années, après concertation, que tous les pays qui se sont réformés ont pris du temps pour y parvenir. « La négociation évite le blocage, déjà nous avons fait par cette méthode les emplois d'avenir, le contrat de génération, la limitation des dépassements d'honoraires pour les médecins. Nous discutons de la réforme

du marché du travail, nous allons mettre en œuvre le rapport Gallois. Qu'il y ait ou non accord, la négociation permet de clarifier les positions, de rapprocher les points de vue. Et si nous devons légiférer faute d'accord, nous le ferons en connaissance de cause. »

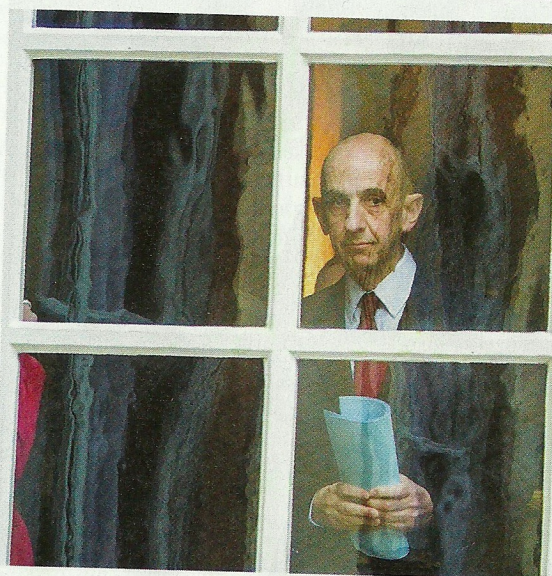
Deux échéances essentielles, donc. D'abord les mesures sur la compétitivité. On a écrit qu'elles étaient reportées à plus tard, qu'il n'y aurait ni choc ni réforme. « Nous appliquerons les propositions de Louis Gallois. Il s'agit de jouer sur tous les éléments qui commandent la compétitivité, ce qui veut dire que nous prendrons aussi en compte la question du coût du travail. » On comprend qu'il y aura des mesures visant à favoriser la recherche, l'innovation, les PME mais aussi une baisse du coût du travail. Louis Gallois propose quelque 30 milliards d'allègements de charges pour les entreprises. Le président ne se récrie pas. Parmi ces allègements, il prévoit une baisse de cotisations pour les salariés, qui compensera le prélèvement et préservera le pouvoir d'achat. Il prévoit surtout un financement par la diminution des dépenses de l'Etat. C'est une surprise: la gauche, à écouter ces confidences, est bien décidée à réduire le montant des dépenses publiques. Hollande ne croit pas à une baisse subite. Mais il veut une action continue d'économies, qui obligera l'Etat à mieux administrer, mieux former, mieux soigner avec moins de moyens.

Il faut ensuite faire aboutir la négociation sur le marché du travail, entamée sous l'égide de Michel Sapin. Là encore, le gouvernement pourrait surprendre. Il s'agit bien, en toute logique sociale-démocrate, d'échanger un assouplissement dans la gestion des effectifs, favorable aux entreprises, contre une meilleure protection des chômeurs et une moindre précarité des CDD. On devrait, entre autres mesures, simplifier les procédures de licenciement collectif, réduire les possibilités de recours qui entretiennent l'incertitude pendant des mois. Et les décisions? Hollande veut aboutir, par la négociation ou par la loi.

Ainsi à la fin de l'année, il compte présenter un premier bilan cohérent de redressement: lutte contre l'endettement grâce à la réduction des déficits, justice fiscale dans le ●●●

La facture

François Hollande est en chute libre dans les sondages. D'autres l'ont été avant lui. Tous ont réagi à sa manière. Avec le flegme feint des vieux marins au cœur de la tempête. Tout cela est d'un classicisme achevé. En France, le président de la République, surtout quand il est mal en point, se réclame invariablement de la force tranquille, avant de hausser les épaules en expliquant que ses adversaires se laisseront avant lui... L'originalité, avec Hollande, ce n'est pas le texte mais le tempo. Si bas, si vite! Cette dégringolade est bien plus que la sanction d'une entame à contre-emploi. Elle n'a pas été enrayerée par la contre-offensive d'automne, concoctée à l'Élysée. Elle s'affiche au plus mauvais moment. Hollande compte profiter de sa conférence de presse de la semaine prochaine pour « fixer le cap ». Mais à quoi bon parler aussi longtemps quand on est devenu à ce point inaudible? On ne mobilise pas un pays quand on n'a la confiance que de 36% de ses concitoyens (sondage Sofres pour « le Figaro Magazine »). On ne l'entraîne pas sur la voie du redressement quand dominant le scepticisme et la colère. On ne gouverne pas, surtout on ne réforme pas, sur des bases aussi étroites. Tout le paradoxe hollandais est là. Lorsqu'il pouvait, il n'était pas prêt. Aujourd'hui, il est prêt mais il ne peut plus. En arrivant au pouvoir, le président a su mesurer les urgences: le sauvetage de l'Europe et la maîtrise des comptes publics. L'un met d'autant plus de temps à se voir qu'il exclut, par nature, les communiqués de victoire. L'autre fait souffrir les Français à qui on explique benoîtement que cet effort est justement réparti. Ce sont des contraintes qu'il faut accepter. Cela ne dessine pas une politique de redressement national. Celle-ci est restée six mois dans les limbes. Le rapport Gallois - ou plutôt ce qu'il en restera - en fixe les contours. La négociation sur le marché du travail, entamée avec les partenaires sociaux, en



précisera avant la fin de l'année les lignes principales. Le pari de Hollande est que ces différentes pièces, dans le champ fiscal, industriel et social, trouveront d'elles-mêmes leur cohérence. Bref, que les Français finiront par comprendre et puis, qui sait?, par apprécier. Tout cela est plus téméraire qu'audacieux. Surtout si la reprise attendue n'est pas au rendez-vous de 2013. Il y a dans l'exercice de pédagogie auquel Hollande est en train de se livrer, d'abord « off » ensuite « on », quelque chose d'étonnant qui tient au rythme de ses explications. Le président invoque « une méthode » qui supposait l'échange et la négociation pour que la compréhension et la mobilisation de tous soient au rendez-vous. Le résultat n'est guère probant. On voit aisément que la vraie raison de ce retard à l'allumage est tout autre. Hollande arbitre tardivement et souvent dans la confusion ce qui avait été caché sous le tapis durant une campagne qui ne visait qu'une seule chose: gagner. La gauche, sa gauche, a boudé depuis trop longtemps tout un travail de clarification intellectuelle qui, s'il avait été fait, aurait au moins évité les malentendus qui crispent l'opinion et lézardent sa majorité. Aujourd'hui, c'est le temps des factures. Pour Hollande aussi, elle est salée.

FRANÇOIS BAZIN

Le rapport de Louis Gallois,

remis le 5 novembre à Matignon (photo), devrait fixer les contours de la politique de redressement national. Mais jusqu'où sera-t-il appliqué?

●●● budget 2013, mesures de compétitivité sur la base du rapport Gallois, réforme du marché du travail grâce à la négociation en cours. Le tout permettant à l'économie française de surmonter l'épreuve à venir et de retrouver un chemin de croissance à la fin de 2013. Un espoir: voir la situation de l'euro rétablie à la fin de l'année, avec le règlement de la crise grecque et de la crise espagnole. A partir de là, escompte-t-il, le climat changera. Le début de l'année prochaine sera très dur. Mais s'il n'y a pas de catastrophe au Proche-Orient, ni une guerre avec l'Iran, Hollande espère un effet de cycle à la mi-2013, avec un taux d'intérêt qui reste bas et une moindre austérité. A ce moment, ajoute-t-il, les mesures sur le chômage prendront effet: contrats d'avenir, contrat de génération et réforme du marché du travail obtenue par la négociation en cours. « Alors, comme je l'ai dit, la courbe du chômage devrait s'inverser. »

Ainsi se dessine un scénario qu'on peut juger, selon ses opinions, cohérent, naïf ou dangereux. Mais, au-delà des maladresses rares commises jusqu'ici dans l'explication, ce scénario existe: une sortie de la crise progressive, obtenue par un effort douloureux mais justement réparti, à l'opposé des mesures de déréglementation, de baisse brutale des prestations sociales et de recul du droit du travail mises en œuvre dans tant de pays, qui aboutissent, même quand elles réussissent, à une société plus dure et plus inégale. Dans le mouvement général de libéralisation imposé par les classes dirigeantes des grands pays, Hollande rame à contre-courant. Il veut équilibrer les mesures de modernisation économique par la défense des acquis sociaux qui fondent le modèle français. Certes, tout repose sur un retour de la croissance, même modérée. Comme dans les westerns, on attend la cavalerie qui nous sauvera de l'encerclement... Que sera ensuite le reste du quinquennat? S'agira-t-il de mettre en œuvre le vrai changement, celui qui devrait aboutir à une société différente, plus juste, plus humaine, comme promis pendant la campagne? C'est peut-être ce cap-là qui manque le plus...

LAURENT JOFFRIN

Retrouvez RENAUD DÉLY

du Nouvel
Observateur,
pour son
commentaire
politique chaque
mercredi
à 8h20.

LCI MATIN

avec Rebecca
Fitoussi et
Jean-Baptiste
Marteau
tous les jours
de 6h à 10h.





François Hollande
à l'Élysée, le 19 juillet

VU PAR LES SIENS, VU PAR LUI-MÊME...

Le président qui se veut Henri IV

Pas de grands coups de barre ni d'offensives fulgurantes. C'est une méthode qu'il revendique. Celle de la raison plus que de la passion. Au risque de décevoir...

Heureusement, la vie à l'Élysée offre encore quelques échappatoires. Des rendez-vous qui ne figurent pas à l'agenda officiel... Ce mardi 30 octobre, la rencontre avec les sponsors du Club athlétique Brive-Corrèze-Limousin fut des plus chaleureuses. « *La politique ressemble au rugby. Il faut parer les coups, en donner aussi parfois...* », a déclaré le président, filant avec gourmandise la métaphore rugbystique devant les responsables de Vinci, SFR, Pitch Promotion, la Saur et Andros – sa marque de comète préférée! « *Pour gagner, la France a besoin de confiance et de sens du collectif. Payer des impôts fait partie de la solidarité nationale.* » Après avoir remis au président un ballon signé par tous les joueurs, les Corréziens sont repartis rassurés: au cœur de la mêlée, le capitaine semble garder le sourire et le moral.

Pourtant, il y aurait de quoi s'affoler! L'homme qui triompha à la Bastille est devenu le président le plus impopulaire de la V^e République après six mois de mandat. Une manière de record. François

Hollande, le « Felix Baumgartner » de la chute libre dans les sondages, semble toutefois retarder l'ouverture de son parachute... « *Il n'a pas peur. Il ne semble pas angoissé. Ce n'est pas sa nature* », constatent ses interlocuteurs qui le trouvent même « *éprouvé* ». Prisonnier volontaire de l'Élysée, François l'insaisissable n'a jamais paru aussi serein. Toujours affable. Toujours d'humeur égale.

Bien sûr, le poids des responsabilités l'a changé. Hollande le jovial a bridé son tempérament facétieux. « *Au début, quand j'entrais dans le bureau du président, je m'attendais à trouver quelqu'un assis à ma place* », s'amusa-t-il encore quelques semaines après sa prise de fonctions. Plus rien de tel aujourd'hui. Hollande ne pratique plus guère l'autodérision. Il a revêtu l'habit qui fait le président. Ne bâille plus d'ennui à la sortie d'un marathon européen. Ne souffre plus de l'isolement de l'Élysée qu'il avait semblé tant redouter au début de son mandat. Et ne s'angoisse pas davantage de « *perdre le contact avec les Français* », comme il le confiait à ses visiteurs au printemps dernier. De la

« *présidence normale* », simple étape dans sa mue d'homme d'État, la posture a été abandonnée. Le président qui prenait le train a fait entrer les caméras dans la salle de réunion de l'avion présidentiel, toujours surnommé « AirSarko One » Mais il fait valoir que son comportement contraste singulièrement avec celui de son prédécesseur, qui, six mois après son élection, était déjà épinglé pour son goût du bling-bling et ses écarts de langage...

Hollande est devenu un président classique, c'est-à-dire impénétrable! Selon ses proches, sa composition se trouve renforcée par la solitude inhérente à l'exercice du pouvoir. « *François est en conduite intérieure* », note joliment Bernard Combes, maire de Tulle et conseiller de l'Élysée chargé des relations avec les élus. Sous son mandat, pas d'épanchement égocentrique au sommet de l'État! « *Il sait que les médias en sont friands et il assume de les décevoir sur ce point* », explique Aquilino Morelle, son conseiller politique. Hollande ne se confie guère et demande à ceux qui ont des échanges avec lui sur des

sujets sensibles de respecter une stricte confidentialité. Les membres de son entourage qui se sont vantés de jouir d'une quelconque complicité ont été rappelés à l'ordre. « *Il ne faut pas dire que l'on reçoit des SMS du président sous peine de ne plus en recevoir du tout* », résume une ministre recadrée.

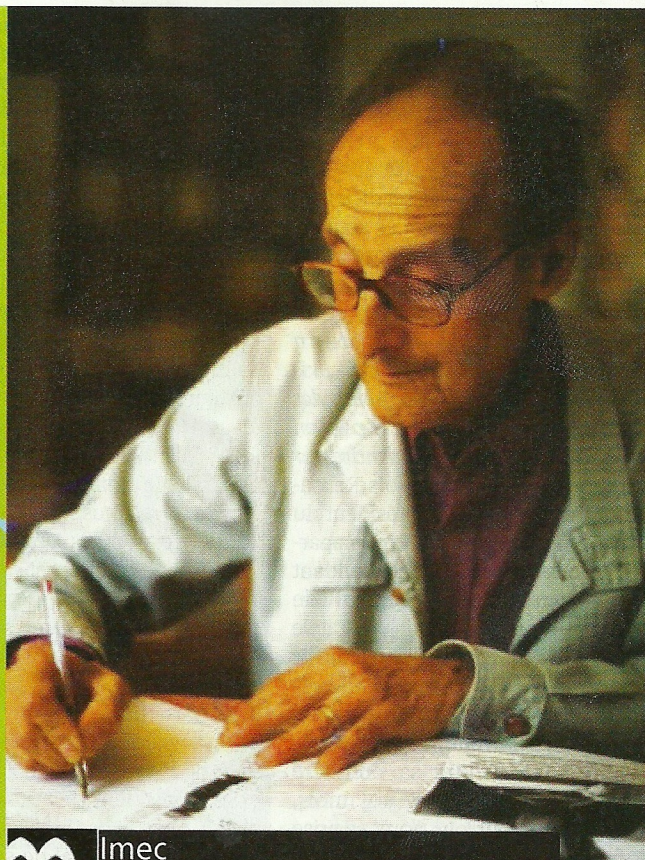
Sous les flèches qui pleuvent, le président Hollande revêt son armure. Ces adversaires de droite le tarabustent? « *Ils ne savent pas à qui ils ont affaire. Je suis là pour cinq ans* », répond avec distance le président. Les humoristes font de lui un faible, un indécis, un poltron? Hollande n'en a cure. « *Je ne suis pas au courant* », prétend-il aux intrépides qui se risquent à lui rapporter les insolences des Guignols ou des imitateurs. Toujours papivore et avide de dépêches AFP, le président connaît les médias comme sa poche. « *Le "Hollande bashing" fait vendre* », grince-t-il. Responsable, le président râle contre les journaux qui « *cherchent à cliver* » quand l'intérêt du pays voudrait que les Français se rassemblent.

Pour durer, Hollande sait qu'il doit endurer. Chez lui, la résilience est une seconde nature. Ses camarades eux-mêmes ne l'ont pas épargné, le bombardant de noms d'oiseau comme aucun de leurs dirigeants avant lui: Monsieur Petites Blagues, Flanby, Guirmauve le Conquérant » L'ex-premier secrétaire a laissé dire. Puis il a vaincu. Pourtant, dans sa propre famille, ces vacheries refont surface. « *Les socialistes ont encore un problème à reconnaître en François leur chef. Il est celui qui a gagné le 6 mai. Mais son image de président n'est pas encore établie* », confiait un responsable du parti, en marge du congrès de Toulouse.

Au moins Hollande ne s'est-il jamais fait d'illusion. « *Il a toujours dit que ce serait dur. Car dans l'histoire de notre pays on fait appel à la gauche quand la tâche du redressement est immense et écrasante* », affirme un de ses conseillers. Comment être populaire quand on s'attelle à redresser les finances publiques par une hausse des impôts? Hollande connaît ses classiques. Dans ce cas, la droite et le centre vous accablent. Tandis que la gauche de la gauche estime que vous n'en faites jamais assez. Alors va ●●●

“Il a toujours dit que ce serait dur. Car dans l'histoire de notre pays on fait appel à la gauche quand la tâche du redressement est immense et écrasante.”

André Gorz



m Imec
Institut Mémoires de l'édition contemporaine

Penser la sortie du capitalisme Le scénario Gorz

JEUDI 15 ET VENDREDI 16 NOVEMBRE 2012

Colloque international

JEUDI 15 NOVEMBRE 2012 A 20H30

Lecture de *Lettre à D.*
par André Wilms

Nouveau Théâtre de Montreuil
Salle Maria Casarès

Inscriptions et renseignements – www.imec-archives.com

Observateur La Revue
du M.A.U.S.S.

la C'made
revue pour l'édition

Alternatives
Economiques

MEDIAPART

REPORTERRE
REVUE DE L'ÉCOLOGIE

nonfiction+

REVUE LA MONDIALE

M
Montreuil.fr